

Brochure n° 3175

Convention collective nationale
IDCC : 1909. – ORGANISMES DE TOURISME

AVENANT N° 26 DU 7 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À LA VALEUR DU POINT

NOR : *ASET1950052M*

IDCC : 1909

Entre :

FNOTSI ;

Tourisme et territoires,

D'une part, et

CGT ;

FNECS CFE-CGC ;

FS CFDT ;

SNEPAT FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux se sont réunis lors de différentes commissions paritaires pour négocier une évolution de la valeur du point d'indice et une modification de certains indices minima.

Ils réaffirment tous par leur volonté d'aboutir au présent accord leur attachement non seulement à la situation des salariés des organismes de tourisme qui s'avère délicate dans un contexte social et économique difficile, mais aussi à un juste équilibre budgétaire des structures de tourisme lesquelles viennent de subir ou subissent encore les conséquences des fusions et regroupement engendrés par l'application de la loi Nôtre.

C'est donc dans cet esprit de consensus général qu'a été établi le présent avenant à la convention collective nationale lors de la commission paritaire du 6 décembre 2018.

Article 1^{er}

Champ d'application et structures concernées

Cet avenant est d'application directe et s'applique à toutes les structures relevant de la convention collective nationale des organismes de tourisme y compris à celles dont l'effectif est inférieur à 50 salariés.

Article 2

Prise d'effet

Le présent accord s'applique et prend effet dès le 1^{er} janvier 2019.

Article 3

Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 4

Adhésion

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, toute organisation syndicale de salariés ou d'employeurs, qui n'est pas signataire du présent avenant, pourra y adhérer ultérieurement.

L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra les formalités légales de dépôt.

Notification devra également en être faite, dans le délai de 8 jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

Article 5

Publication

Le présent accord donnera lieu à dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, à savoir dépôt en autant d'exemplaires que nécessaire, dont deux versions sur support papier signée des parties et une version sur support électronique auprès des services du ministre chargé du travail et en un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 6

Valeur du point d'indice

6.1. Au 1^{er} janvier 2019, le point d'indice est augmenté de 0,5 % ; il est porté de 1,133 € à 1,138 € ;

6.2. Au 1^{er} juillet 2019, le point d'indice est augmenté de 0,4 % ; Il est porté de 1,138 € à 1,142 € ;

Article 7

Revalorisation des indices planchers des niveaux 1.1 et 1.2

7.1. L'indice minimal du niveau 1.1 est porté de l'indice 1308 à l'indice 1360.

7.2. L'indice plancher correspondant au niveau 1.2 est porté de l'indice 1390 à l'indice 1430.

Article 8

Revalorisation de la gratification annuelle de l'article 21

Le montant de la gratification annuelle telle qu'elle résulte de l'article 21 de la convention collective est porté de 10 % à 17,5 % de la rémunération de base brute mensuelle moyenne. Les autres dispositions de l'article 21 demeurent inchangées.

Article 9

Grille des indices planchers et rémunérations

Au 1^{er} janvier 2019 : valeur du point à 1,138 €

ÉCHELON	INDICE	RÉMUNÉRATION
1.1	1 360	1 547,68 €
1.2	1 430	1 627,34 €
1.3	1 503	1 710,41 €
2.1	1 576	1 793,50 €
2.2	1 716	1 952,80 €
2.3	1 826	2 078 €
2.4	2 166	2 465 €
3.1	2 426	2 760,80 €
3.2	2 826	3 216 €
3.3	3 376	3 842 €

Au 1^{er} juillet 2019 : valeur du point à 1,142 €

ÉCHELON	INDICE	RÉMUNÉRATION
1.1	1 360	1 553,12 €
1.2	1 430	1 633,06 €
1.3	1 503	1 716,43 €
2.1	1 576	1 799,80 €
2.2	1 716	1 959,70 €
2.3	1 826	2 085,30 €
2.4	2 166	2 473,60 €
3.1	2 426	2 770,50 €
3.2	2 826	3 227,30 €
3.3	3 376	3 855,40 €

Fait à Paris, le 7 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)